

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 10/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TITANOBEL

ETABLISSEMENT DE VONGES

Route de Pontailler

21270 Vonges

Références : SM/MS/2023-344

Code AIOT : 0005401343

Pièce jointe : annexe confidentielle

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2023 dans l'établissement TITANOBEL implanté Route de Pontailler 21270 Vonges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL
- Route de Pontailler 21270 Vonges
- Code AIOT : 0005401343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'installation est autorisée pour la fabrication et le stockage d'explosifs. Le site est classé SEVESO Seuil Haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale accidentologie dans les SEVESO seuil haut au travers du SGS.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Recensement des évènements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
3	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
4	Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet
5	Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'établissement TITANOBEL de Vonges visait à contrôler la thématique de l'accidentologie au sein des établissements Seveso, notamment à travers le système de gestion de la sécurité (SGS).

Il a été constaté que différentes procédures encadrent l'organisation théoriquement prévue et sa mise en œuvre concrète concernant :

1. La détection et la remontée des événements
2. La détection et la remontée des défaillances et anomalies des MMR
3. Les modalités de priorisation, d'analyse de ces différents types d'événements,

d'identification des causes, de définition des actions correctives, de vérification de l'efficacité de ces actions

4. Les modalités de déclaration des incidents et accidents à l'IIC.

L'exploitant a mis en place des sessions de sensibilisation à destination des personnels des entreprises extérieures sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.

L'organisation présentée est perfectible notamment pour tout ce qui concerne :

- la caractérisation d'un événement (objectiver le classement des événements) et de l'analyse des causes profondes d'un événement,
- la mise en place de mesures compensatoires en cas de défaillances ou d'anomalies sur les MMR,
- le suivi de la mise en place des actions correctives et leurs évaluations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : <u>Questions posées :</u> <ul style="list-style-type: none">- Les procédures SGS s'appliquent-elles à l'ensemble du site ?- L'exploitant dispose-t-il d'un tableau de suivi des événements ? <u>Constats :</u> <p>Le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) mis en place sur le site de Vonges est commun à l'ensemble des sites SEVESO seuil-haut du groupe. L'article 1er du nouveau « Manuel Sécurité » (version H du 30/06/2023) impose l'application de ce SGS à l'ensemble des sites SEVESO seuil-haut du groupe.</p> <p>En complément, les procédures (PRS) disposent d'un chapitre « domaine d'application ». Par exemple la procédure PRS-06-01 Gestion du retour d'expérience précise au point 2- : « cette procédure s'applique à l'ensemble des entités du groupe en France comme à l'étranger ».</p> <p>L'exploitant dispose d'une liste de l'ensemble des documents de son SGS. Cette liste a été communiquée à l'inspection des installations classées (IIC).</p> <p>La procédure PRS-06-01 susmentionnée, prévoit que les événements impactant la santé, la sécurité au travail, l'environnement ou la sûreté soient tracés par la Direction Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement du site. L'exploitant a fait évoluer son tableau de suivi en 2023. Il a ainsi</p>

présenté deux tableaux de suivi à l'IIC : « Liste dysfonctionnement 2022 » et « MonthlyHSEStatistics TNG FY23_23.06 Monthly Final v1 ». Il utilise maintenant seulement le tableau 2023. Ce tableau permet le suivi des événements de la survenue jusqu'à la mise en place des mesures correctives. Des onglets apparaissent exclusivement en anglais. L'inspection des installations classées a mis en évidence des écarts entre les abréviations des types d'accident, incident, etc. utilisées dans la fiche de dysfonctionnement de l'annexe 1 de la procédure de sécurité PRS-06-01 (version G du 19/12/2016) avec les abréviations utilisées dans le tableau de 2023.

Observation n° 1 :

Les documents du système de gestion de la sécurité doivent être en français.

Observation n° 2 :

L'exploitant harmonisera les abréviations contenues dans l'annexe 1 de la PRS-06-01 avec les abréviations du tableau de suivi des événements.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Recensement des événements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6

Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des performances

Prescription contrôlée :

Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

Constats :

Questions posées :

- Quelle organisation/procédure est mise en place pour détecter et faire remonter les incidents/accidents ? A qui cela est-il remonté ?
- Comment sont discriminés (hiérarchisés) les événements ? Cela permet t'il d'identifier les accidents majeurs ? Est-ce que les critères de l'échelle européenne sont utilisés ?
- Les presque accidents, erreurs rattrapées, sont-ils aussi détectés et pris en compte ?

Constats :

La gestion du retour d'expérience est définie par la procédure de sécurité PRS06-01 (version F du 19/12/2016) « Gestion du retour d'expérience ».

Cette procédure précise que les situations suivantes doivent être remontées sans délai à la direction QHSE : accident majeur, presque accident majeur, accident de travail avec arrêt ou sans arrêt, accident de trajet, presque accident du travail, incident, situation dangereuse. Cette procédure précise une définition pour chaque situation.

Cette remontée à la direction QHSE se fait via une fiche de dysfonctionnement.

Le processus relatif aux fiches de dysfonctionnement est décrite dans la procédure : de la

rédaction jusqu'aux suivies des actions correctives ou préventives qui sont inscrites dans le Plan d'Actions de Sécurité. Les dysfonctionnements, mêmes mineurs, sont ainsi remontés via ces fiches. Il est à noter qu'un dispositif complémentaire non encadré dans une procédure du SGS est mis en place depuis 1 an sur le site. Il s'agit du « take 5 » qui permet à chaque agent de signaler et de faire remonter une situation anormale (concerne également les presque accidents). Ce dispositif permet notamment de faire remonter les presque accidents et les situations de travail qui ne sont pas en sécurité. L'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'il souhaite intégrer ce dispositif à son système de gestion de la sécurité.

Les conclusions de chaque situation ayant fait l'objet d'une fiche de dysfonctionnements sont présentées par la direction QHSE lors des réunions trimestrielles du Comité de Pilotage Santé et Sécurité au Travail.

La procédure ne prévoit pas de hiérarchisation/priorisation des actions à mener. Dans les faits, la direction QHSE planifie les actions à mener avec des dates butoir de réalisation selon des critères de hiérarchisation non définies dans la procédure (par exemple : danger immédiat pour une personne ou l'environnement, délai et financement nécessaire pour mettre en place une solution pérenne, etc....). Le Plan d'Actions de Sécurité permet d'identifier si les actions sont réalisées dans les délais prévus ou non. Ce plan contient énormément d'actions, qui pour un grand nombre ne relèvent pas de l'environnement ou du risque accidentel et d'une façon générale du risque majeur. L'exploitant n'a pas mis en place d'indicateur qui permet d'avoir une vision d'ensemble des dysfonctionnements liés à ces thématiques.

L'exploitant n'utilise pas dans son système de gestion de la sécurité, les critères de l'échelle européenne des accidents pour caractériser les événements qui ont lieu sur son site.

Observation n°3 :

L'exploitant mettra à jour sa procédure PRS 06-01 avec les versions à jour des références réglementaires, notamment celle de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

Observation n°4 :

L'exploitant définira des critères afin d'objectivité le classement des événements qui se produisent sur son site. Pour cela, il peut s'appuyer sur les critères de l'échelle européenne.

Observation n°5 :

L'exploitant organisera son Plan d'Actions Sécurité afin d'identifier prioritairement les dysfonctionnements qui relèvent ou qui sont susceptibles de relever de la sécurité et plus particulièrement du risque majeur. Un suivi spécifique de ces dysfonctionnements sera mis en place.

Observation n°6 :

L'exploitant intégrera à son système de gestion de la sécurité son dispositif « take 5 » afin de permettre notamment la remontée des presque accidents à la direction QHSE.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p> <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Questions posées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Quelle organisation est mise en place pour analyser les anomalies et défaillances ? - Quelle méthode est utilisée pour identifier les causes ? <p><u>Constats :</u></p> <p>Le suivi des mesures de maîtrise des risques (MMR) est encadré par la procédure PRS-02-01 « Identification et évaluation des risques – règles de suivi des mesures de maîtrise des risques ». Les défauts des MMR sont encadrés par la procédure PRS-06-01 présentée au point de contrôle n°2. Dans ce cas, l'exploitant réalise une fiche de dysfonctionnement (chapitre 5.1.1. de la PRS-06-01). Cette procédure ne prévoit pas d'analyse des causes de façon systématique en cas d'un dysfonctionnement d'une MMR par la Direction QHSE. L'analyse du dysfonctionnement est réalisée dans ce cas par l'émetteur de la fiche.</p> <p><u>Non-conformité n°1 :</u></p> <p>L'exploitant mettra en place une organisation qui permet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'une analyse des causes soit réalisée systématiquement en cas de défaillances ou d'anomalies d'une MMR, par des personnes compétentes ; - la mise en place de mesures compensatoires en cas de défaillances ou d'anomalies sur les MMR ; <p>le suivi de la mise en place des actions correctives et leurs évaluations.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Audits et revues de direction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : <u>Questions posées :</u> <ul style="list-style-type: none">- Quelle est l'organisation mise en place et quelles sont les procédures pour permettre l'évaluation périodique et systématique de la PPAM et l'atteinte des objectifs ?- Une organisation spécifique a-t-elle été mise en place concernant le contrôle des objectifs et procédures?- Quelles « corrections » sont apportées en cas de non-respect des objectifs et de la politique définie?- Est-ce que des audits ont été réalisés sur la gestion des accidents / incidents / défaillances ou anomalies des MMR ? <u>Constats :</u> <p>La procédure PRS-07-01 (version E du 31/05/23) encadre les audits et les revues de direction. Cette procédure a été remise à jour suite à la visite d'inspection en date du 29 novembre 2022 du site de Pontailier. Elle précise notamment les objectifs de la revue de direction :</p> <ul style="list-style-type: none">- analyser la mise en œuvre de la Politique de Sécurité et de Prévention des Accidents Majeurs (PSPAM) ;- vérifier la performance du SGS. <p>Afin de vérifier la performance du SGS, l'exploitant réalise lors des revues de direction annuelles une évaluation systématique de la PSPAM. A cette occasion, elle peut être modifiée.</p> <p>L'exploitant évalue le respect de ses procédures et instructions SGS au travers des audits et inspections qu'il réalise. Cette évaluation est réalisée à différents niveaux hiérarchiques :</p> <ul style="list-style-type: none">- des audits de la direction générale ont lieu une fois par an et balayent une partie des items du SGS, l'objectif étant de voir l'ensemble des items du SGS d'un site sur une période de trois ans ;- des audits au niveau local ont lieu tous les 2 mois et à minima 6 fois par an ;- des points stop sont réalisés 2 fois par mois par l'encadrement de premier niveau ;- des « Take 5 » sont réalisés dès qu'un danger/événement est identifié par un opérateur. <p>L'inspection des installations classées a consulté la dernière revue de direction du 27 juin 2023 (réf. 001/2023). Lors de cette revue de direction la PSPAM a été abordée et révisée. Pour l'année 2023, l'exploitant prévoit de décaler la revue de direction au dernier trimestre de l'année afin de permettre d'être dans la même temporalité que l'année fiscale et favoriser la prise en compte des besoins d'investissement relatifs à la sécurité et à l'environnement pour l'année N+1.</p> <p>L'inspection des installations classées a consulté l'audit de la direction HSE des 18, 20 et 21 juillet 2023 (2023/019). L'exploitant indique dans cet audit, que les années 2020 et 2021 ont été fortement perturbées par le COVID. Les audits de terrain ont été réalisés partiellement afin que le service QHSE se concentre sur les mesures de prévention de transmission de cette maladie.</p>

L'exploitant a indiqué que l'audit 2022 a été décalé en 2023 suite à des absences au sein de la direction HSE.

Le suivi des écarts des audits est réalisé via la Plan d'Action Sécurité présenté au point de contrôle n°2.

Observation n°7 :

L'exploitant intégrera dans ses audits la gestion des accidents/incidents et défaillances ou anomalies des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69

Thème(s) : Actions nationales 2023, Information de l'ICC des accidents/incidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme

Constats :

Questions posées :

- Quelle organisation est mise en place pour informer l'IIC d'un événement (incident/accident/...) ?
- Quels sont les critères définis pour cette information ?
- Quels sont les critères définis par l'exploitant pour déclencher l'envoi d'un rapport d'accident ?

Constats :

L'article 5.3.1 de la procédure PRS-06-01 encadre les événements qui doivent être déclarés à l'inspection des installations classées :

- accident ou incident, même mineur, ayant ou susceptibles d'avoir un effet à l'extérieur de l'établissement ;
- accident ou incident à caractère pyrotechnique, même si ses effets sont limités à l'intérieur du site ;
- atteinte ou tentative d'atteinte à la sûreté de l'installation ;
- et plus largement, tout événement inhabituel susceptible d'être perçu par les populations riveraines et de les inquiéter.

L'exploitant tient un tableau de suivi des événements (cf. point de contrôle n°1).

La procédure ne permet pas de caractériser les événements en incidents ou accidents (art R,512-69 du CE). L'échelle européenne des accidents industriels permet de définir des critères de notification des accidents et incidents selon les indicateurs de l'échelle européenne.

La procédure susmentionnée définit les éléments à reprendre dans la « fiche d'information d'évènement » :

Nom de l'évènement, date de rédaction de la fiche et nom du rédacteur,

Date, heure et lieu de l'évènement,

Activité réalisée qui a conduit à l'évènement,

Nature des produits,

Impacts/ nature des effets,

Circonstances,

Causes probables,

Conséquences humaines / matérielles,

Actions correctives immédiates ou prévues,

Enseignements

Cette fiche ne prévoit pas d'étudier les effets de l'évènement sur l'environnement et n'indique pas si la définition des causes profondes est réalisée.

Afin de vérifier l'application de la procédure PRS-06-01, l'inspection des installations classées a étudié un dysfonctionnement recensé dans le tableau de suivi d'évènements, et consulté les fiches de dysfonctionnement s'y rapportant.

Observations n°8 :

L'exploitant précisera les termes d'incident et d'accident de l'article R.512-69 du code de l'environnement dans son SGS. Cette caractérisation peut s'appuyer sur les critères de notification des accidents et incidents selon les indicateurs de l'échelle européenne.

Observations n°9 :

L'exploitant complètera son modèle de « fiche d'information d'évènement » afin de préciser les effets sur l'environnement et de définir les causes profondes de l'évènement. Il peut s'appuyer sur la fiche de notification des accidents réalisée par le Barpi.

Observations n°10 / demande de compléments :

L'exploitant transmettra la fiche technique des flexibles inox qui permet de justifier de l'absence de date limite d'utilisation.

Observations n°12 :

L'exploitant remettra en état la protection thermique sur l'ensemble de la longueur des flexibles.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet